Nous avons évidemment demandé comment ces versements aideraient les provinces à procurer de l'emploi, alors qu'ils ne débuteront qu'en avril prochain. Le problème du chômage, que le ministre des Finances n'a pas trouvé grave l'automne dernier, nous assaille en ce moment, car le nombre des sans-travail dépasse actuellement 800,000. Cependant, le ministre me permettra de lui faire observer que, s'il s'en était tenu au programme proposé par le premier ministre, l'augmentation des versements aurait beaucoup aidé les provinces à faire face cet hiver au difficile problème du chômage. Durant la campagne électorale, nous avons tous entendu le premier ministre promettre solennellement, index brandi, mains sur hanches, et verbe cadencé, de convoquer aussitôt une conférence des provinces non pour étudier mais pour reviser ces accords, afin de donner aux provinces tout l'argent dont elles ont besoin pour s'acquitter de leurs responsabilités constitutionnelles, et afin, bien sûr, d'en donner aussi aux municipalités.

Il a assumé le pouvoir le 21 juin. La question avait fait l'objet de longs débats à la Chambre des communes, les années antérieures. La position des torys avait été bien expliquée par des gens comme lui, quand il était député de Lake-Centre, puis député de Prince-Albert, et quand l'actuel ministre des Finances était simple représentant d'Eglinton. Étant donné qu'ils ont maintenant adopté totalement les principes libéraux dont s'inspire le bill, et se bornent à une insignifiante modification pour porter un chiffre de 10 à 13, il n'aurait pas été difficile de convoquer une conférence des premiers ministres en juillet dernier et ensuite par télégramme, s'ils tiennent tellement à ce procédé, de dire aux premiers ministres en septembre qu'ils toucheraient ce supplément de fonds cette année-ci. Alors les premiers ministres auraient pu se servir de ces derniers pour créer de l'emploi cet hiver. Mais non; au lieu de cela, le gouvernement a multiplié les atermoiments, convoqué en novembre une conférence de deux jours, renvoyé les premiers ministres chez eux, et maintenant, à la veille des élections, présente soudain cette proposition imprévue.

Assurément, l'histoire se répète, puisque c'était là la technique du gouvernement Bennett quand il s'est présenté devant le pays en 1935. Le dernier mois de son exercice, il a présenté un flot de mesures populaires, mesures qu'il avait retardées et même refusées les cinq années précédentes, et il s'est alors empressé d'agir espérant que la population allait oublier son inaction des années passées. Le parti tory aurait pu présenter ces mesures en septembre dernier. C'est alors qu'il aurait pu accorder ces subventions.

Et le chomage? Le ministre des Finances nous a dit que c'est l'une des raisons du bill. Revenons pour un instant à la conférence de deux jours, de l'automne dernier, et citons les paroles du premier ministre. Ce livre, qui est le compte rendu de la conférence, a une couverture bleue et une page frontispice. Ni l'une ni l'autre n'ont été enlevées. Je n'ai pas eu à m'adresser à aucun fonctionnaire de quelque ministère pour savoir de quoi il est question dans le reste, parce que le nom est inscrit sur la page de couverture et dactylographié nettement sur la page frontispice. Je tiens aussi à signaler qu'on n'y voit aucune inscription "confidentiel" ou "secret".

Je tiens à citer les paroles du premier ministre, page 10 du rapport. S'adressant aux dix premiers ministres provinciaux réunis à la conférence, voici ce qu'il a dit:

> Un mot ou deux maintenant au sujet du chômage. Dans bien des pays du monde libre, le rythme de l'essor économique s'est ralenti cette année et, de même qu'en 1954 et 1955, le chômage s'est accentué. Vous vous souvenez que, ces années-là, bien que la proportion des chômeurs au Canada, comparativement aux travailleurs, eût été beaucoup plus élevée qu'aujourd'hui, cela n'a pas nécessairement...

Il parlait en novembre dernier, on le sait.

> ...pas nécessairement entraîné de crise économique. Ce qui s'est réellement produit, c'est que les affaires ont atteint un palier, suivi plus tard d'un programme d'expansion et de développement encore plus considérable. Je ne veux pas dire, cela va de soi, qu'il n'y a pas lieu d'aviser promptement aux mesures à prendre afin de rectifier ce qui, à mon avis...

Ce sont là les mots clefs de son message aux premiers ministres.

> ...ne sera qu'un état de choses temporaire, cet hiver. Notre gouvernement a pris des mesures positives afin de faire face dès maintenant à cette situation, ainsi que d'autres dispositions pour l'avenir.

Pour ma part, j'ai bien du mal à concilier cette déclaration avec ce qu'a annoncé le ministre des Finances. Selon lui, ces versements supplémentaires sont destinés à soulager le chômage alors qu'ils ne seront pas versés aux provinces avant le mois d'avril.

L'hon. M. Fleming: Mais les provinces savent qu'elles vont les recevoir; elles pourront préparer leurs budgets en conséquence.

L'hon. M. Sinclair: Elles peuvent préparer un programme de travaux, mais il leur faudra de l'argent pour la mise en chantier et donner du travail. Si elles avaient su à quoi s'en tenir et avaient obtenu l'argent dès septembre dernier, les travaux seraient déjà en voie d'exécution.

Parlons un peu des conséquences immédiates. Nous savons tous que le premier ministre est un homme très appliqué. Il n'est pas homme à faire des énoncés au pied levé,